69. fraude aux pouvoirs municipaux et territoriaux

La fraude aux pouvoirs municipaux et territoriaux

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Lorsque notre gouvernement a conclu un contrat solennel avec le gouvernement du Saint-Empire romain germanique, nous avons passé un contrat pour les services postaux et la reconnaissance au sein de ce qui est maintenant appelé l'Union postale universelle (UPU) et nous avons établi plusieurs sièges de gouvernement, une capitale pour le gouvernement américain à Philadelphie, Pennsylvanie, un Capitole fédéral créé en tant que ville de Washington, district de Columbia, et un Capitole municipal distinct limité à la zone physique enfermée dans les pierres limites de l'enceinte de Capitol Hill, mis de côté comme un espace sacré, destiné à être politiquement neutre.

Voilà pour notre histoire et nos intentions clairement établies.

Avec la fin officielle du Saint-Empire romain germanique, les droits successeurs du contrat exprimés par la Constitution des États-Unis ont été assumés par le Saint-Siège et plus tard, par la Curie romaine et la ville de Rome. Alors que le gouvernement municipal des États-Unis n'était pas incorporé à l'origine et géré comme une oligarchie plénière par nos sous-traitants fédéraux américains, les choses se sont mélangées dans la période immédiatement avant et après la soi-disant guerre civile américaine.

Notre pays est largement et correctement appelé "Les États-Unis" en anglais et comme l'anglais est notre langue officielle, ce style incluant l'article défini dans le nom, a été adopté en 1851. Avant cela, le nom de notre pays était souvent appelé "les États-Unis" et notre Union d'États faisant des affaires comme les États-Unis d'Amérique, et le sous-traitant municipal étant géré de diverses manières par le Saint-Empire romain germanique, le Saint-Siège et la ville de Rome, a fait des affaires comme "les États-Unis".

Après 1851, inconscient des conventions sur le changement de style, le grand public a continué à écrire sur notre pays comme "les États-Unis" et après la guerre civile, lorsque le sous-traitant fédéral américain a cessé de fonctionner, il ne restait que le gouvernement municipal fonctionnant comme "le États Unis".

Cela a créé une opportunité pour ce que le juge en chef Harlan appellerait "méfait".

Les opérateurs étrangers du gouvernement municipal pourraient alors facilement être confondus avec la version des États-Unis d'Amérique des "États-Unis" et usurper les devoirs et les contrats dus à l'organisation des États-Unis d'Amérique "manquants.

Pour protéger ses investisseurs de la ville de Rome, le gouvernement municipal habitant la place d'un mile qui lui a été réservée dans la ville de Washington, district de Columbia, a créé et commencé à fonctionner par le biais d'une nouvelle société municipale - un processus de conversion qui a été achevé en 1878.

Nous avions maintenant deux sociétés municipales opérant dans le district de Columbia, l'une appartenant au gouvernement territorial britannique depuis 1790 et l'autre appartenant à la municipalité --- anciennement Saint-Empire romain germanique --- gouvernement à partir de 1878, et les deux opéraient sous des noms trompeusement similaires par rapport à nos instruments du gouvernement américain.

La seule différence observable entre les États-Unis, notre Union américaine des États et les États-Unis (Incorporated), la nouvelle Municipal Corporation, était que le mot "The" qui figurait dans le cadre du nom propre, n'apparaissait pas dans le nom de la nouvelle Municipal Corporation.

Il n'y avait pas de différence observable entre le nom propre des États-Unis d'Amérique, notre Fédération américaine des États non constituée en société et les États-Unis d'Amérique (Incorporated) - une nouvelle franchise Municipal Corporation du gouvernement territorial britannique dirigée par un groupe de Écossais Investisseurs en 1868. Ils n'étaient pas tenus d'ajouter le mot «Incorporé» au nom et de divulguer ainsi la nature de cette nouvelle société, ils ne l'ont donc pas fait.

Dans les deux cas, les deux noms ont servi à confondre les identités à des fins d'usurpation d'identité et de fraude.

La nouvelle Municipal Corporation faisant des affaires sous le nom de États-Unis (Incorporated) a usurpé l'identité de notre Union des États non constitués en société faisant des affaires sous le nom de États-Unis et États d'Amérique.

La nouvelle Scottish Territorial Corporation faisant des affaires sous le nom de The United States of America (Incorporated) a usurpé l'identité de notre Fédération des États non constituée en société faisant des affaires sous le nom de The United States of America.

Ces deux imitations ont entraîné un vol d'identité et une fraude au crédit, exactement analogues à ce que tout pirate de carte de crédit fait aujourd'hui - la victime est usurpée d'identité et ses comptes de crédit sont accessibles par l'imposteur, et la victime se retrouve avec la facture.

En plus d'accéder à notre crédit via ces fraudes et fausses déclarations délibérées, ces imposteurs ont usurpé sur des pouvoirs qui nous appartenaient qui ont été délégués aux États-Unis d'Amérique, notre sous-traitant fédéral américain --- pas à eux.

Nous avons eu ces deux sociétés municipales étrangères exerçant des pouvoirs qui ne leur ont jamais été garantis.

Nous avons déjà noté qu'ils n'avaient pas de pouvoirs de guerre, pas de pouvoirs pléniers et aucun permis d'utilisation des États réels leur permettant d'établir des cités-États internationales indépendantes sur nos côtes.

Nous soutenons que ces limitations s'appliquent aux deux sociétés municipales étrangères, car elles ont plutôt exercé les pouvoirs que nous avons délégués aux États-Unis d'Amérique, et les différences entre ces sous-traitants fédéraux ne sont pas négligeables ou sans importance.

Les États-Unis sont dirigés par des députés fiduciaires responsables, non par des représentants d'actionnaires de sociétés étrangères ayant des voix par procuration, et non par des représentants de partis politiques étrangers servant des intérêts particuliers en tant que lobbyistes.

Nous n'avions ni l'intention ni notre accord stipulé de demander aux sociétés municipales étrangères et à leurs "congrès" de fournir les services ou d'exercer les pouvoirs des États-Unis d'Amérique, encore moins les pouvoirs de notre Fédération des États non constitués en société faisant des affaires comme les États-Unis d'Amérique.

Ces imitations sont frauduleuses, criminelles et inutiles.

Tous les pouvoirs délégués conférés à la République fédérale américaine sont automatiquement retournés au délégué par application de la loi, ce qui signifie que tous les droits, pouvoirs et intérêts sont revenus à notre Fédération des États non constituée en société à compter du moment où notre Confédération des États-Unis a perdu le quorum opérationnel.

Ce n'est que le subterfuge et la substitution d'Abraham Lincoln, un avocat de l'identité de notre président de la Fédération des États, qui ont permis que cette gigantesque fraude et usurpation soient mises en œuvre et ne soient pas détectées.

Ironiquement, et apparemment inconscients de leur propre culpabilité dans cette affaire, les officiers de la British Territorial Municipal Corporation ont continué de s'opposer et d'opprimer les membres de la Municipal Government Corporation depuis la fin de la soi-disant guerre civile.

Le 22 février 1983, le président de la British Territorial Municipal Corporation, agissant en tant que commandant en chef, Ronald Reagan, a signé le décret exécutif 12407, qui privait tous les pouvoirs gouvernementaux des municipalités, leur refusant tout pouvoir de police, toute immunité étatique et toute capacité de se déclarer "villes souveraines".

Si nous remontons le temps et examinons les mêmes questions de compétence territoriale par rapport à la compétence municipale exercée à l'intérieur des frontières des États du point de vue de 1845, nous trouvons cet avis de la Cour suprême:

“ Nous pensons qu'un examen approprié de ce sujet montrera que les États-Unis n'ont jamais détenu de souveraineté municipale, de juridiction ou de droit de terre sur le territoire et sur celui-ci, dont l'Alabama ou l'un des nouveaux États a été formé ... [B] ecause, les États-Unis n'ont aucune capacité constitutionnelle à exercer la juridiction municipale, la souveraineté ou un domaine éminent, dans les limites d'un État ou d'un autre pays, sauf dans les cas où elle est expressément accordée ... ... L'Alabama a donc droit à la souveraineté et à la juridiction sur tout le territoire dans ses limites, sous réserve de la common law ... ” Pollard c. Hagan, 44 États-Unis. 212 (1845)

Le nouvel État alors connu sous le nom d'Alabama venait d'être inscrit comme État de l'Union. L'entité référencée comme "les États-Unis" est le sous-traitant du gouvernement municipal opérant en vertu de la Constitution des États-Unis, qui tente d'assumer des pouvoirs municipaux étendus liés à son contrat de service postal. La Cour rappelle au sous-traitant étranger qu'il n'a pas le pouvoir accordé d'affirmer sa compétence à l'intérieur des frontières d'un État, sauf dans les lieux et circonstances où l'État lui accorde expressément la permission de le faire - comme dans, par exemple, un Bureau de poste fédéral. Il ne peut invoquer la souveraineté municipale, la juridiction ou le domaine éminent à l'intérieur des frontières d'un État, à l'exception des enclaves qui lui sont expressément autorisées à exercer ses fonctions.

Veuillez noter que le sous-traitant doit obtenir une autorisation écrite "expresse" de l'Alabama, l'État actuel, pour que la juridiction municipale soit revendiquée à l'intérieur des frontières d'un État ou imposée à la juridiction territoriale d'un État.

Depuis la soi-disant guerre civile, la British Territorial Municipal Corporation exploite les États-Unis. L'armée en tant que force mercenaire et basée sur les instructions qui lui sont laissées par Abraham Lincoln, qui n'a jamais été notre président, a continué d'invoquer une "urgence" et d'excuser son occupation de nos États de l'Union en violation de ses devoirs et limitations constitutionnels.

Les officiers de la British Territorial Municipal Corporation ont revendiqué notre "absence" sur nos visages, nous ont dénaturés en tant que "propriétaires absents" et via leur propre conversion secrète et illégale de notre statut politique en utilisant l'enregistrement non divulgué de bébés américains, ils ont conspiré pour quitter notre terre et juridiction sur le sol sur papier, puis a fait de fausses déclarations sur l'abandon cherchant à réclamer nos actifs pour eux-mêmes.

Ces méchants ont jeté notre pays dans le sol "pour" nous, détruit notre réputation internationale de commerce équitable, se sont lancés dans une série de 160 ans de profits de guerre à nos dépens, et ont maintenant commis un génocide et tenté de mal caractériser et d'asservir des millions d'Américains en tant qu'organismes génétiquement modifiés, appartenant aux titulaires de brevets militaires.

Nous souhaitons que cela prenne fin et que ces sociétés criminellement inclinées soient liquidées sans autre adieu, et nous souhaitons que leurs actifs nous soient restitués et à notre contrôle en tant que créanciers prioritaires et préférentiels.

Nous souhaitons qu'ils soient partis, pour notre bien et pour la vie et la paix sur cette planète.

Il n'y a pas non plus de pouvoirs municipaux et de pouvoirs territoriaux qui puissent s'opposer à la souveraineté de nos États; tous les cinquante d'entre eux sont officiellement inscrits comme États à part entière de l'Union depuis le premier octobre 2020.

De même, aucun pouvoir délégué ne peut s'opposer aux pouvoirs de l'autorité délégante. Nous avons republié nos lettres patentes souveraines le 4 novembre 2015.

Tout notre travail a été accompli de manière par dessus bord, clairement indiqué en anglais; tout a été réalisé avec une procédure régulière, a été entièrement divulgué au monarque britannique, au lord-maire de la ville intérieure de Londres, au Saint-Siège, aux secrétaires d'État des États-Unis et au secrétaire général des Nations Unies, afin que personne n'ait à se plaindre, alléguer tout acte répréhensible ou soupçonner tout intérêt personnel indu de nos parties.

Plus important encore, notre travail a été accompli sans malveillance, vengeance ou recherche de blâme; aussi dolores et injustes que de nombreuses circonstances l'ont été, nous avons gardé notre vision axée sur le règlement pacifique et légal des problèmes et des dettes.

Nous pensons que notre gouvernement légitime a de nombreuses réponses et moyens pour guérir les ravages que le Royaume des mensonges a infligés, et comme nous nous sommes souvenus de l'histoire et avons appris de nos erreurs, nous n'avons aucune obligation de les revivre.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

2 juillet 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee